

PRÉFET DE L'YONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET
DES POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE ECONOMIE
ET ENVIRONNEMENT

ARRETE n° PREF-DCPP-2013-0362
du 16 septembre 2013
mettant en demeure la SARL DES ARDILLATS
de régulariser sa situation au regard du code de l'environnement pour l'élevage de
volailles qu'elle détient sur le territoire de la commune d'ANNAY SUR SEREIN

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment son livre I, titre VII, relatif aux contrôles et sanctions, et son livre V, titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibiers à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-2000-986 du 8 novembre 2000 autorisant l'EARL DES ARDILLATS à exploiter un élevage de 43200 poulets de chair sur le territoire de la commune d'Annay sur Serein ;

VU l'arrêté n°PREF-DCPP-2011-0285 du 29 juillet 2011 portant prescriptions complémentaires aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-2000-986 ;

VU les rapports de l'inspecteur des installations classées suite aux visites qui ont eu lieu le 23 juin 2010 et le 4 juillet 2013 ;

CONSIDERANT que les non-conformités constatées en 2010 perdurent en 2013 ;

CONSIDERANT que le parcellaire se situe en zone vulnérable ;

CONSIDERANT que ce type d'installation est de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité et la salubrité publique;

AR R E T E

Article 1^{er} - Mise en demeure

La SARL DES ARDILLATS, gérée par Monsieur MENARD Franck, est mise en demeure de produire le cahier d'épandage concernant la campagne 2012/2013 pour toutes les parcelles ayant reçu des effluents organiques issus de son exploitation.

Article 2 – Délai d'exécution

Les dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus doivent être respectées dans le délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 - Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code susvisé.

Article 4 - Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif de DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Article 5 - Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL DES ARDILLATS et dont copie sera adressée :

- à Monsieur le maire d'Annay sur Serein,
- à Monsieur le sous-préfet d'Avallon,
- à Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- à Monsieur le procureur près le tribunal de grande instance d'Auxerre.

Fait à Auxerre, le 16 SEP. 2013

Pour le Préfet,
La sous-préfète,
Secrétaire Générale,



Marie-Thérèse DELAUNAY